

*Initiatives ministérielles*

nanmen, en Chine. Dans notre monde imparfait, ces choses se produisent. Cela ne veut pas dire que nous devons les accepter. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas les dénoncer, mais nous ne pouvons constamment nous affoler. Nous devons trouver dans ce nouvel ordre mondial ce qui, plaise au ciel, nous permettra de proposer de nouvelles réponses. Personne ne veut le recours à la force militaire, mais il se peut que nous y soyons obligés. Les bruits de la guerre se font entendre tout autour de nous. Les hôpitaux ici même à Ottawa ont été mis sur le pied d'alerte. Tout cela fait partie de ce monde très imparfait dans lequel nous nous trouvons.

Même si ce monde est imparfait, il s'est amélioré depuis la dernière guerre mondiale. Il y a eu des améliorations du temps de la Ligue des nations. Nous avons maintenant les Nations Unies qui, pour la première fois, recourent à une action collective ainsi que donnent un sens à une responsabilité et à un rôle collectifs, ce qui m'apporte un certain réconfort, non pas une tranquillité complète, mais un certain réconfort dans ce monde imparfait.

J'admets que les circonstances sont différentes aujourd'hui. Nous pouvons compter, je le répète, sur le soutien de la plupart des pays du monde. Une trentaine de pays s'efforcent d'appliquer ensemble ces sanctions dans la région du Golfe et d'assurer le maintien de l'embargo. La situation n'est pas la même qu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, quand la Ligue des Nations s'est dissoute après que Lester B. Pearson eut dénoncé l'abandon des sanctions économiques comme moyen d'amener des changements.

On sent néanmoins qu'une nouvelle page d'histoire est en train de s'écrire et qu'il y a des leçons à tirer des événements. J'ose espérer qu'on l'a fait et que les sanctions économiques seront utiles.

Je dois vous faire part de préoccupations très graves qui sont on ne peut mieux exprimées dans une lettre que j'ai reçue parmi les nombreuses communications qui m'ont été adressées par télécopieur et par téléphone. Je voudrais vous en lire des passages. Voici:

Chère Sheila,

Je me souviens d'un samedi après-midi de mon enfance où j'ai regardé des unités de la Reichswehr traverser le Rhin à Cologne, au mépris du Traité de Versailles. C'était le début de l'asservissement de l'Ouest à Hitler. Viendraient ensuite l'annexion de l'Autriche, la prise de la Tchécoslovaquie, l'attaque non provoquée de la Pologne, puis la Deuxième Guerre mondiale, qui a fait plus de 25 millions de victimes, dont le tiers de la population juive dans le monde. Le souvenir de cet épisode de l'histoire est à jamais gravé dans ma mémoire.

Le viol du Koweït par Saddam Hussein, son arrogance et son atteinte violente à la paix mondiale rappellent de façon frappante ces événements du passé.

L'hypocrisie avec laquelle il a manœuvré pour lier son action et la question palestinienne lui fait malheureusement marquer des points en Occident comme dans les pays islamiques, bien sûr.

De toute évidence, rien ne fera reculer Saddam Hussein. Les chances que la coalition mondiale tienne assez longtemps pour que les sanctions produisent leur effet sont bien minces.

J'espère, Sheila, que vous aurez cet enseignement de l'histoire à l'esprit demain, quand vous prendrez part au débat sur la situation dans le Golfe.

Bien à vous,

Kurt Rothchild

Je comprends M. Rothchild et les millions de Canadiens et de Canadiennes qui ont vécu cette horreur, qui ont connu l'holocauste et pour qui les événements actuels doivent être très éprouvants.

Aucune sanction n'avait été imposée à l'époque. J'espère bien que, par l'application de sanctions, nous ne jouons pas le jeu de l'adversaire et ne délaissions pas les Nations Unies et leurs résolutions. C'est une question de synchronisation. Il va sans dire que nous avons un grand respect pour les Nations Unies. Nous souscrivons au principe de cette organisation et nous en respectons la charte.

Or, monsieur le Président, si nous sommes à la veille de la guerre, il nous faut certes reconnaître que des erreurs nous y ont menés, des erreurs qui nous ont amenés trop rapidement à la veille d'un conflit que personne ne souhaite. Ces erreurs sont bien réelles. Il se peut fort bien qu'elles aient poussé la coalition des Nations Unies dans la bataille imminente.

Évidemment, la première et la plus énorme de ces erreurs réside dans l'agression de Saddam Hussein. Mais les sanctions ont-elles eu le temps de faire leur oeuvre? Je ne le crois pas. A-t-on vraiment pris le temps de chercher des solutions pacifiques qui ne soient liées à aucune autre question? Je ne le crois pas.

En ce qui concerne Israël et le Moyen-Orient vers lesquels sont tournés les yeux du monde entier à l'heure actuelle, c'est une région dont l'histoire récente est plus marquée par la guerre que par la paix. En tant que Canadienne et juive, je m'inquiète aussi pour Israël. Le Canada est naturellement un bon ami d'Israël. Lui aussi surveille très étroitement les gestes de l'Irak. La sécurité d'Israël est clairement et certainement menacée, mais ce pays n'a pas cherché à affronter l'Irak ni à se mêler de la crise actuelle dans le Golfe. Israël ne veut pas la guerre. Israël souhaite que cette agression soit résolue pacifiquement, comme le veulent d'ailleurs la Chambre et tous les Canadiens.

Toutefois, nous sommes conscients de l'intention avouée de l'Irak d'attaquer Israël si la guerre éclate. Un tel geste serait inacceptable pour le Canada et les Canadiens. Nous partageons la conviction qu'Israël a le droit de se défendre s'il est attaqué, tout autant que le Canada. Nous rejetons aussi tout lien entre l'agression de l'Irak et toute autre situation au Moyen-Orient.